

# Une Palestine colonisée n'est pas la réponse à la culpabilité du monde

## Description

*La synergie du sionisme avec les populistes de droite a exploité l'antisémitisme pour justifier l'apartheid. Et les Palestiniens refusent d'être ses victimes silencieuses.*

Par Tareq Baconi le 20 juin 2022



Les forces israéliennes montent la garde pendant la démolition d'une maison palestinienne située dans la zone C de la Cisjordanie, près d'Hebron, le 28 décembre 2021. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

*Ce qui suit est une version d'udit d'un discours prononcé par l'analyste et érudite palestinien Tareq Baconi lors d'une conférence intitulée  « Détournement de Mémoire : L'Holocauste et la Nouvelle Droite à», accueillie à la Haus der Kulturen der Welt (HKW) [la Maison des Cultures du Monde] en juin 2022 à Berlin. Le lendemain du prononcé de ce discours, deux collègues intervenants, Jan Grabowski et Konstanty Gebert, ont lu publiquement une déclaration conjointe qui déformait ce qu'aurait dit Baconi et condamnait sa présence même à la conférence. Dans les jours qui ont suivi, Grabowski a continué de dénoncer Baconi dans le journal allemand de droite Die Welt.*

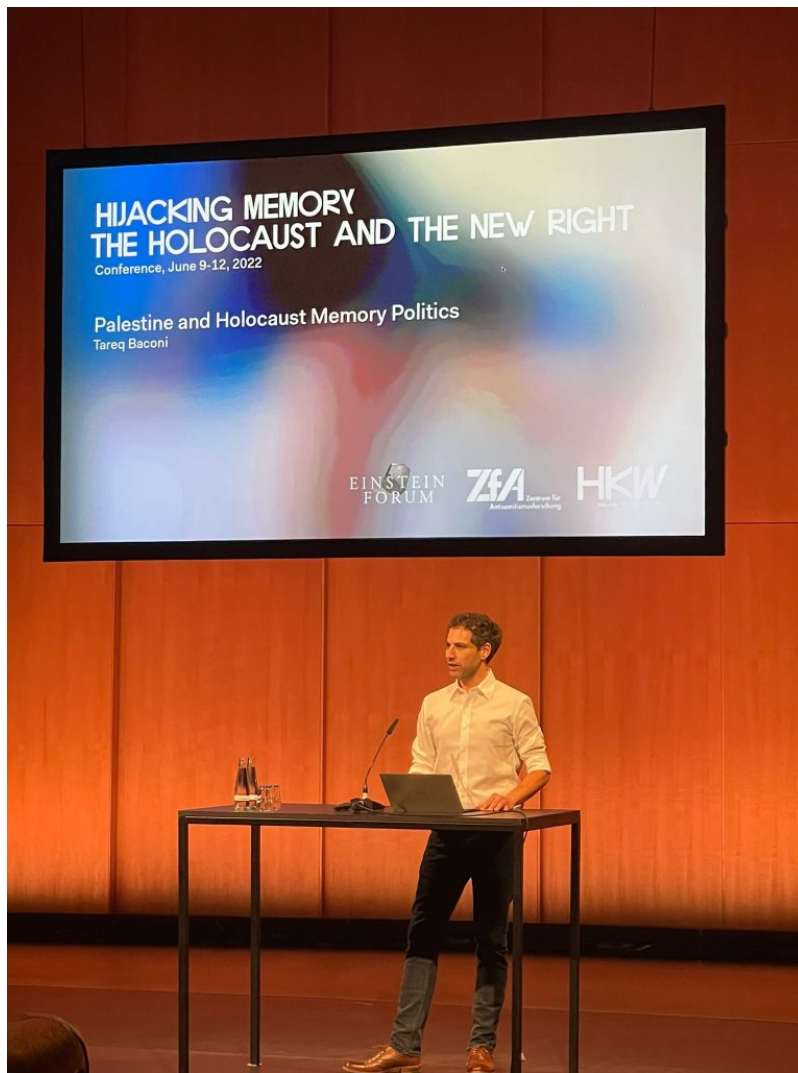
Il y a trois ans, l'ambassadeur des  tats-Unis en Israël, David Friedman, a rejoint le Premier ministre Benjamin Netanyahu pour allumer les chandelles de Hanukkah au Mur des Lamentations dans la Vieille Ville de Jérusalem. Se tournant vers les reporters assemblés, Netanyahu a été poussé à dénoncer une avancée que les Palestiniens avaient célébrée ce jour là.

Quelques heures plus tôt, la Procureure Générale de la Cour Pénale Internationale de La Haye, Fatou Bensouda, avait annoncé qu'il existait des motifs suffisants pour lancer une enquête à propos de crimes de guerre supposés commis par toutes les parties impliquées dans les territoires occupés, y compris Israël. Cette décision, a dit Netanyahu à la foule, c'est comme si  « la Cour Internationale émettait des décrets antisémites nous disant à nous, les Juifs rassemblés devant ce mur, près de cette montagne, dans cette ville, sur cette terre, que nous n'avons aucun droit de vivre ici et que, si nous vivons ici, nous commettons des crimes de guerre. Antisémitisme flagrant.  »

Presque exactement un an plus tôt, en novembre 2018, un homme armé d'un fusil à un Américain blanc du nom de Robert Gregory Bowers à a fait irruption dans la Synagogue l'Arbre de Vie   Pittsburgh et a tu  11 fidèles juifs, en blessant six autres. Cela a été décrit comme la pire attaque antisémite de l'histoire des  tats-Unis. Bien que le Président Donald Trump et les dirigeants israéliens se soient envolés vers Pittsburgh pour présenter leurs condoléances, le

Rabbin de Pittsburgh, Jeffrey Myers, a directement blâmé Trump et les autres politiques. « Monsieur le Président », a dit le rabbin Myers, « un discours de haine conduit à des actions haineuses. Un discours de haine aboutit à ce qui est arrivé dans mon sanctuaire »

Quand la CPI et les suprémacistes blancs armés sont perçus comme colportant l'égalité antisémitisme, on a peut-être besoin de définitions pour expliquer ce qu'est l'antisémitisme et comment on peut le combattre. Mais qu'arrive-t-il quand ces définitions elles-mêmes deviennent assimilées ?



Tareq Baconi, analyste et écrivain palestinien, prononçant son discours à la Conférence sur le Déroulement de la Mémoire, en juin 2022 à Berlin. (Emily Hilton)

Depuis les années de l'administration Trump, davantage de pays ont adopté la définition de travail de l'antisémitisme de l'Alliance Internationale du Souvenir de l'Holocauste (IHRA), définition initialement écrite par des experts pour aider à surveiller les incidents antisémites en Europe, et qui a été ensuite élargie en outil pour s'occuper mondialement de l'antisémitisme.

Lâ??IHRA prÃ©sente 11 exemples de ce quâ??elle voit comme constituant lâ??antisÃ©mitisme ; huit dâ??entre eux comprennent des critiques de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ©l. Comme lâ??a dit lâ??un des dÃ©fenseurs de la dÃ©finition, Â« IÃ© oÃ¹ lâ??antisÃ©mitisme classique aurait empÃªchÃ© lâ??individu juif dâ??avoir une place Ã©gale dans la sociÃ©tÃ©, lâ??antisÃ©mitisme moderne [empÃªche] lâ??Ã?tat-nation des Juifs dâ??avoir une place Ã©gale parmi les nations Â».

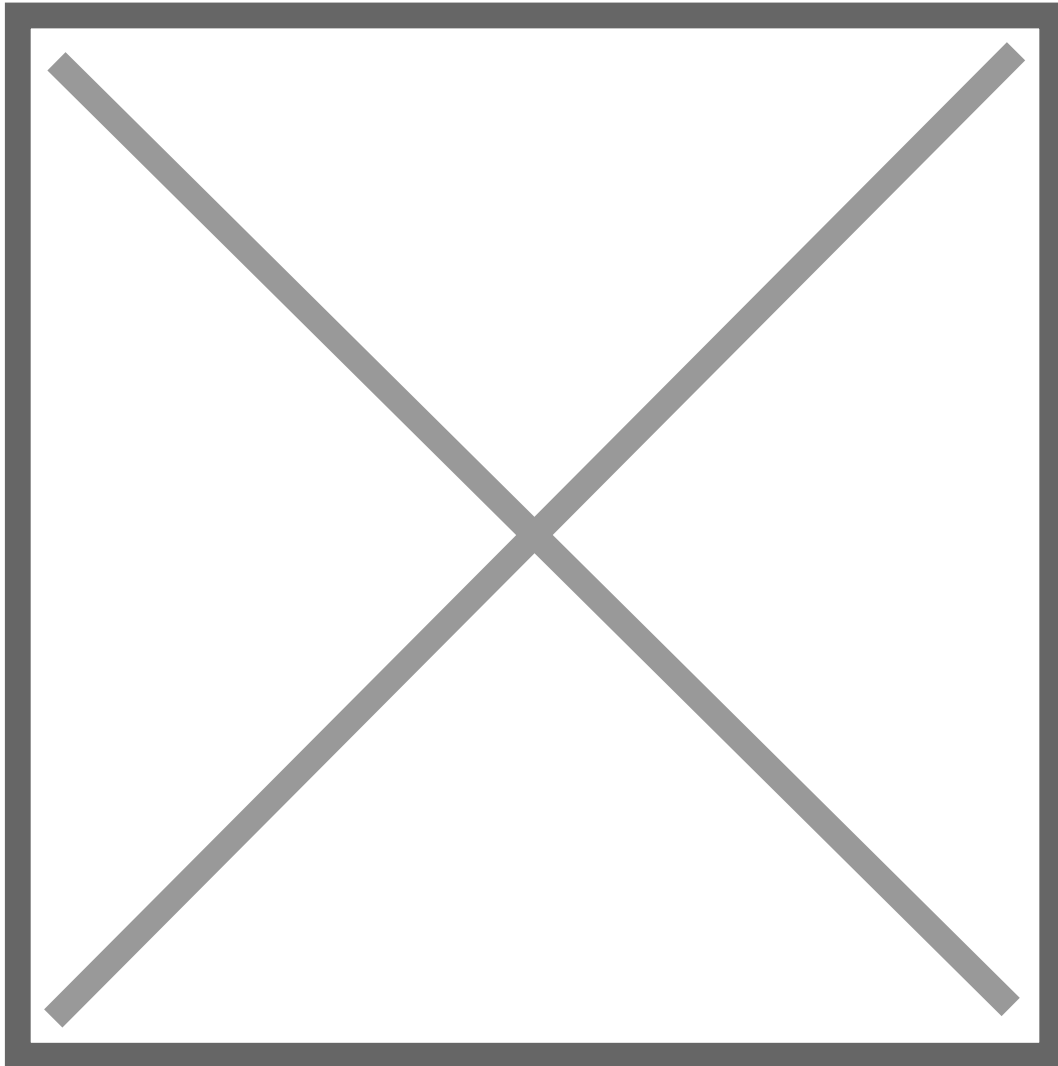
Dans cet Ã?tat-nation, lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ©l, Netanyahu a Ã©tÃ© remplacÃ© par un politicien encore plus Ã© droite que lui â?? un homme qui a autrefois dirigÃ© le Conseil de Yesha [JudÃ©e Samarie, Gaza], organisation cadre qui reprÃ©sente les colonies de Â« JudÃ©e et Samarie Â», en Cisjordanie occupÃ©e. Et, depuis cette soirÃ©e oÃ¹ Netanyahu sâ??est montrÃ© outrÃ© quâ??IsraÃ©l soit accusÃ© de commettre des crimes de guerre, est arrivÃ© ce qui suit (et la liste nâ??est pas exhaustive) :

IsraÃ©l a bombardÃ© et fait sâ??effondrer les bÃ¢timents qui abritaient les bureaux de lâ??Associated Press et dâ??Al-Jazeera dans la Bande de Gaza au cours dâ??une agression militaire dans laquelle 243 Palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s, dont 67 enfants, faisant de 2021 lâ??annÃ©e la plus mortelle pour les enfants palestiniens depuis 2014 ; IsraÃ©l a assassinÃ© lâ??intrÃ©pide journaliste Shireen Abu Akleh, lâ??une des plus de 30 journalistes qui ont Ã©tÃ© tuÃ©-e-s par des tirs israÃ©liens depuis 2000 ; la Cour SuprÃªme dâ??IsraÃ©l a dÃ©crÃ©tÃ© quâ??il est lÃ©gal de transfÃ©rer de force plus de 1.000 Palestiniens de Masafer Yatta en Cisjordanie, en contravention directe du droit international.

Et au milieu de ces gros titres â?? dans la routine banale et quotidienne de lâ??occupation â?? IsraÃ©l continue de tuer, arrÃªter et brutaliser les Palestiniens, dont 13 enfants tuÃ©s en cette seule annÃ©e, et plus de 400 dÃ©tenus, la majoritÃ© dâ??entre eux ayant Ã©tÃ© arrachÃ©s Ã© leur lit en pleine nuit. Plus tÃªt ce mois-ci, les forces israÃ©liennes ont tuÃ© quatre Palestiniens en Cisjordanie en lâ??espace de 24 heures, portant le nombre total de Palestiniens tuÃ©s cette annÃ©e Ã© 62.

### â??Hasbaraâ?? 3.0â??

Aujourdâ??hui, IsraÃ©l agit avec une vigueur renouvelÃ©e, poursuivant sa colonisation de la Palestine en Ã©tant confiant dans son impunitÃ©, armÃ© dâ??un fort soutien diplomatique, et renforcÃ© par les alliances rÃ©gionales quâ??il a cultivÃ©es grÃ¢ce aux dits Â« Accords dâ??Abraham Â», accords de normalisation de Donald Trump, entachÃ©s purement et simplement de corruption dans le cas du Maroc et du Soudan. Mais les Palestiniens aussi ont intensifiÃ© notre mobilisation, poursuivant la filiÃ¨re juridique Ã© la CPI et Ã©largissant notre mouvement de Boycott, DÃ©sinvestissement et Sanctions (BDS). Nous aussi avons franchi plusieurs Ã©tapes charniÃ¨res depuis cette Hanukkah de 2019 Ã© JÃ©rusalem.



Des citoyens palestiniens d'Israël affrontent des policiers israéliens pendant une manifestation en solidarité avec Gaza et Jérusalem, le 9 mai au centre-ville de Haïfa. (Mati Milstein)

En 2021, après une inlassable mobilisation palestinienne, les organisations israéliennes et internationales de défense des droits de l'homme ont finalement accepté ce que les Palestiniens disaient depuis des décennies : qu'Israël pratique le crime d'apartheid contre le peuple palestinien dans notre patrie historique. B'tselem, Human Rights Watch et Amnesty International ont toutes publié des rapports extrêmement détaillés et très bien documentés, faisant valoir juridiquement qu'Israël est coupable de commission de crimes contre l'humanité.

Au mois de mai de l'année dernière, les Palestiniens ont surmonté la fragmentation coloniale que nous avait imposée Israël et se sont mobilisés du fleuve à la mer, comme un seul peuple combattant un seul régime d'apartheid, dans ce que nous en sommes venus à appeler notre « Intifada de l'Unité ». Cette année alors que les soldats israéliens frappaient les porteurs du cercueil de Shireen Abu Akleh, faisant la preuve devant les médias internationaux de la nature vicieuse de leur régime les Palestiniens ont vu une autre image : des milliers de personnes de tous milieux arrivant en masse dans la Vieille Ville, exigeant que Jérusalem

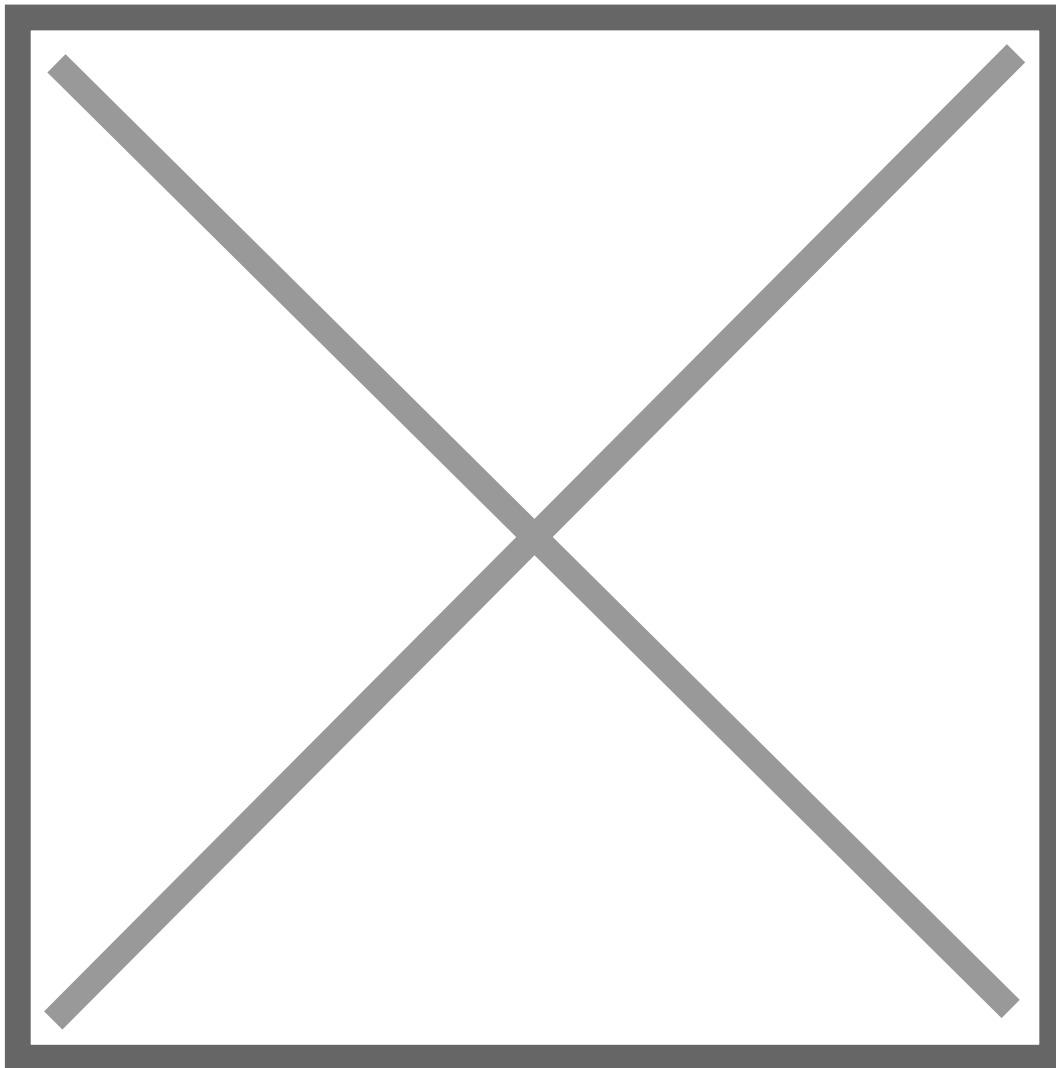
commémorer notre héritage abattu.

La réponse de l'Israël à la mobilisation grandissante des Palestiniens et notre succès durablement obtenu pour projeter notre récit sur la scène mondiale, a été intensive, comme prévu. Parallèlement à une campagne d'arrestations massive d'individus dans toute la Palestine à la suite de l'Intifada de Unité, Israël a également élargi ses manœuvres de délégitimation de la résistance palestinienne.

Par exemple, six ONG qui constituent aujourd'hui le socle de la mobilisation palestinienne dont certaines sont à l'avant-garde du dossier de la CPI ont été déclarées organisations terroristes. On y trouve Défense des Enfants International-Palestine, qui a été au cœur des efforts pour documenter sur les enfants tués et détenus par les forces israéliennes. Bien qu'aucune preuve n'ait été fournie pour lier aucune des organisations nommées à des activités terroristes, et bien que des diplomates européens aient dit que la preuve fournie « n'atteint pas le seuil requis pour une preuve », la communauté internationale n'a pas réussi à repousser les campagnes de dénigrement israéliennes, et ces organisations luttent actuellement pour trouver financement et soutien.

Mais il s'agit de vieux outils : les tactiques de Hasbara [propagande] de l'Israël se sont étendues au-delà du seul lien des Palestiniens avec le terrorisme, outils des années de « Guerre au Terrorisme ». La hasbara 2.0, ou peut-être 3.0, se concentre maintenant sur la présomption d'antisémitisme de la résistance palestinienne et ceci a une portée mondiale. Plus de 30 États américains ont voté des lois ciblant spécifiquement le mouvement BDS pour antisémitisme supposé, comme montré dans le nouveau film Just Vision « Boycott ».

Plus de 35 pays dans le monde ont maintenant adopté la définition de l'IHRA, qui a adopté « une forme juridique et une légitimité juridique », comme l'a soutenu l'universitaire Rebecca Gould.



Une Palestinienne marche le long d'une affiche appelant au boycott d'Israël vue dans une rue de la ville de Bethléem en Cisjordanie le 11 février 2015. (Miriam Alster/Flash 90)

Les politiciens israéliens ont traité les rapports de HRW et d'Amnesty antisémites. Lorsque le Rapporteur Spécial de l'ONU Michael Lynk, dans son rapport final de mars dernier, a aussi convenu qu'Israël pratique le crime d'apartheid, les dirigeants israéliens ont répondu avec des accusations antisémitisme. « Ce rapport », a dit Israël, « envoyée de l'ONU à Genève, recycle des diffamations scandaleuses et sans fondement publiées auparavant par des ONG qui partagent le même but que l'auteur de ce rapport : diaboliser et criminaliser l'État d'Israël pour ce qu'il est : l'État-nation du Peuple Juif ».

### Synergie d'idéologies

La politique qui sous-tend ce que je souligne ici est claire pour tout le monde. La lutte pour les droits des Palestiniens qui utilise le droit international, la CPI et l'ONU est antisémitique. C'est une menace qui mérite une intervention de l'État et un combat équivalents, sinon plus

---

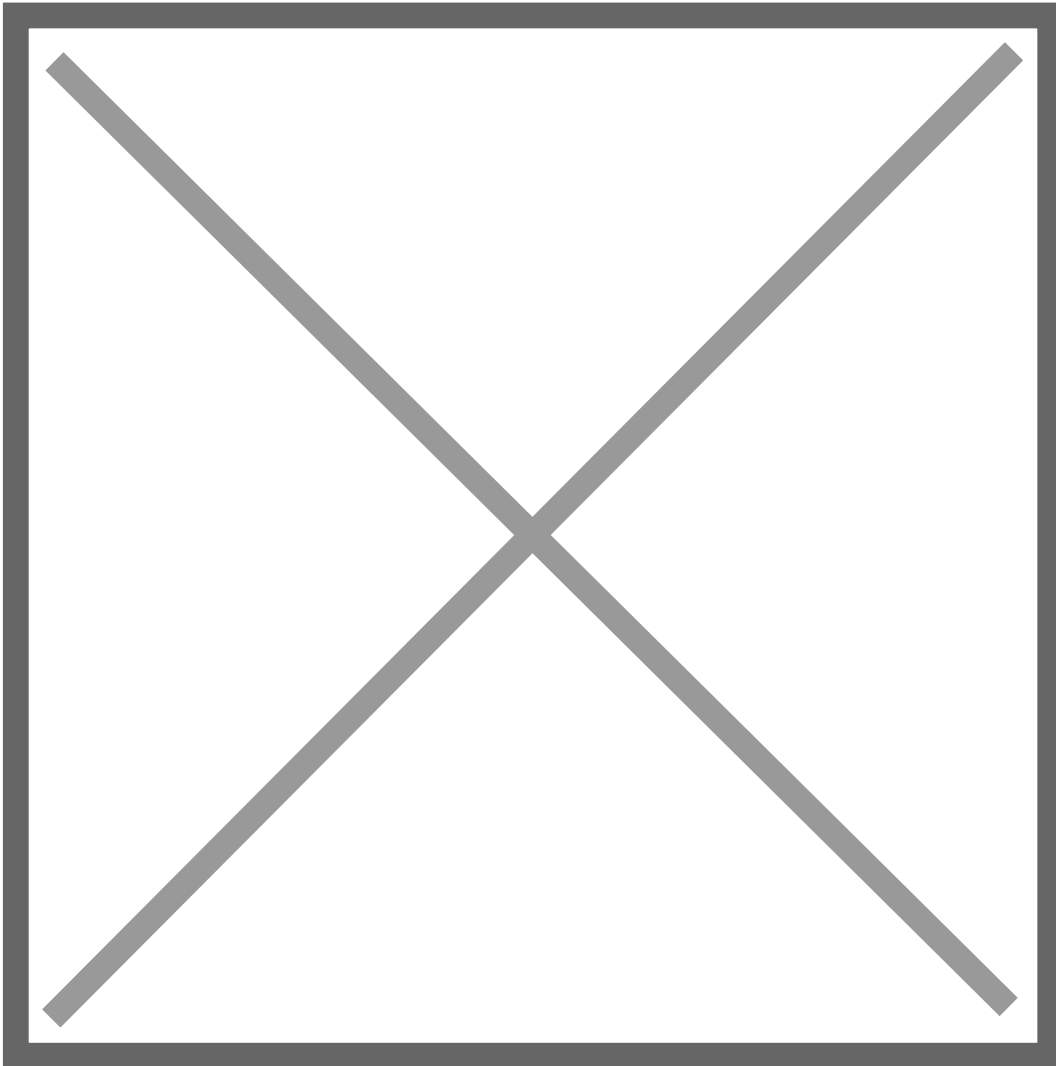
importants, au mitraillage des fidèles dans les synagogues sous la bannière de la suprématie blanche. Cette persécution est rendue encore plus sinistre et insidieuse quand on remarque que l'écœurante majorité des vénérables incidents antisémites peuvent trouver leur source dans l'idéologie des suprémacistes blancs. Cette fausse représentation est un produit des synergies entre l'idéologie de droite et le sionisme, synergies qui sont évidentes dans l'appariement du soutien à Israël avec des tactiques sans cesse plus répressives.

Cette tendance est en plein essor à la fois dans les régimes autoritaires et dans les États supposés libéraux et démocratiques. Au Royaume Uni, où je vis, le gouvernement fait pression pour que l'IHRA soit adopté par les universités et pour que la législation anti-BDS soit votée par les conseils municipaux ; en 2019, une course de veto pour Gaza s'est vue refuser un permis par le Conseil de Tower Hamlets, qui a déclaré qu'il existait un « risque réel » que l'investissement soit antisémitique en contrevenant aux exemples de l'IHRA.

Utilisant la même législation anti-BDS, ce même gouvernement a maintenant déclaré, globalement et sans précision, que les pensions du secteur public « peuvent ne pas prendre de décisions d'investissement qui soient en conflit avec la politique étrangère et de défense du Royaume Uni ». Le gouvernement cible maintenant un projet pour placer les migrants et les demandeurs d'asile dans des avions vers le Rwanda. Cette politique anti-démocratique est étonnamment semblable aux efforts passés du gouvernement britannique pour limiter les boycotts de l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1980.

Cependant, en Allemagne, les Palestiniens qui portent un keffiyeh et qui commémorent la Nakba sont emmenés pour être interrogés, perdent leur travail, sont vilipendés et sont même comparés à des Nazis – tout ceci alors que le vénérable parti nazi AfD est devenu il n'y a pas si longtemps l'un des plus grands partis d'opposition au Bundestag. En France, l'antisémitisme est assimilé à l'antisemitisme tandis que le gouvernement d'Emmanuel Macron augmente ses efforts pour réprimer les Français musulmans, y compris avec le vote d'une loi qui donne à l'État le pouvoir de contrôler les organisations musulmanes.

Mondialement, Israël a activement embrassé et cultivé des alliances avec des régimes tels que celui de Victor Orban en Hongrie, Jair Bolsonaro au Brésil et les Chrétiens évangéliques aux États-Unis, tous ceux-ci combinant simultanément leur vil antisémitisme avec une vision fortement sioniste, embrassant Israël comme leur modèle, tout en déclarant sauvegarder la mémoire de l'Holocauste. Au Moyen Orient, avoir un régime d'apartheid qui s'acquitte avec des dictateurs dans les États Arabes Unis ou au Bahreïn est considéré dans le monde entier comme un exemple d'accords qui incarnent la paix, la coexistence et la tolérance religieuse. En réalité, ces accords ne sont rien de plus que l'affirmation qu'une architecture de surveillance et d'oppression régionale, contre-révolutionnaire, antidémocratique est en cours de réalisation.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale des EAU, Abdullah bin Zayed Al Nahyan et Abdullatif bin Rashid Al-Zayani, ministre des Affaires Étrangères de Bahrein, participent à la Cérémonie de Signature des Accords d'Abraham à Washington, USA, le 15 septembre 2020 (Avi Ohayon/GPO)

Je veux aborder trois points généraux et essentiels en relation avec ces développements troublants.

Premièrement, il faudrait qu'il soit clair pour tout le monde qu'il ne s'agit pas d'antisémitisme mais qu'il s'agit de géopolitique. Les gouvernements de droite et conservateurs, fréquemment racistes et magiques, ont été des alliés utiles pour Israël, État qui a également du ressentiment envers l'ordre libéral occidental même s'il essaie de se positionner fermement dans cette sphère.

Israël est un État colonial d'apartheid qui est arrangé simultanément pour maintenir des liens diplomatiques, militaires et économiques forts avec les démocraties occidentales libérales. Sa capacité à agir ainsi en fait un modèle attractif pour les démocraties libérales et les

---

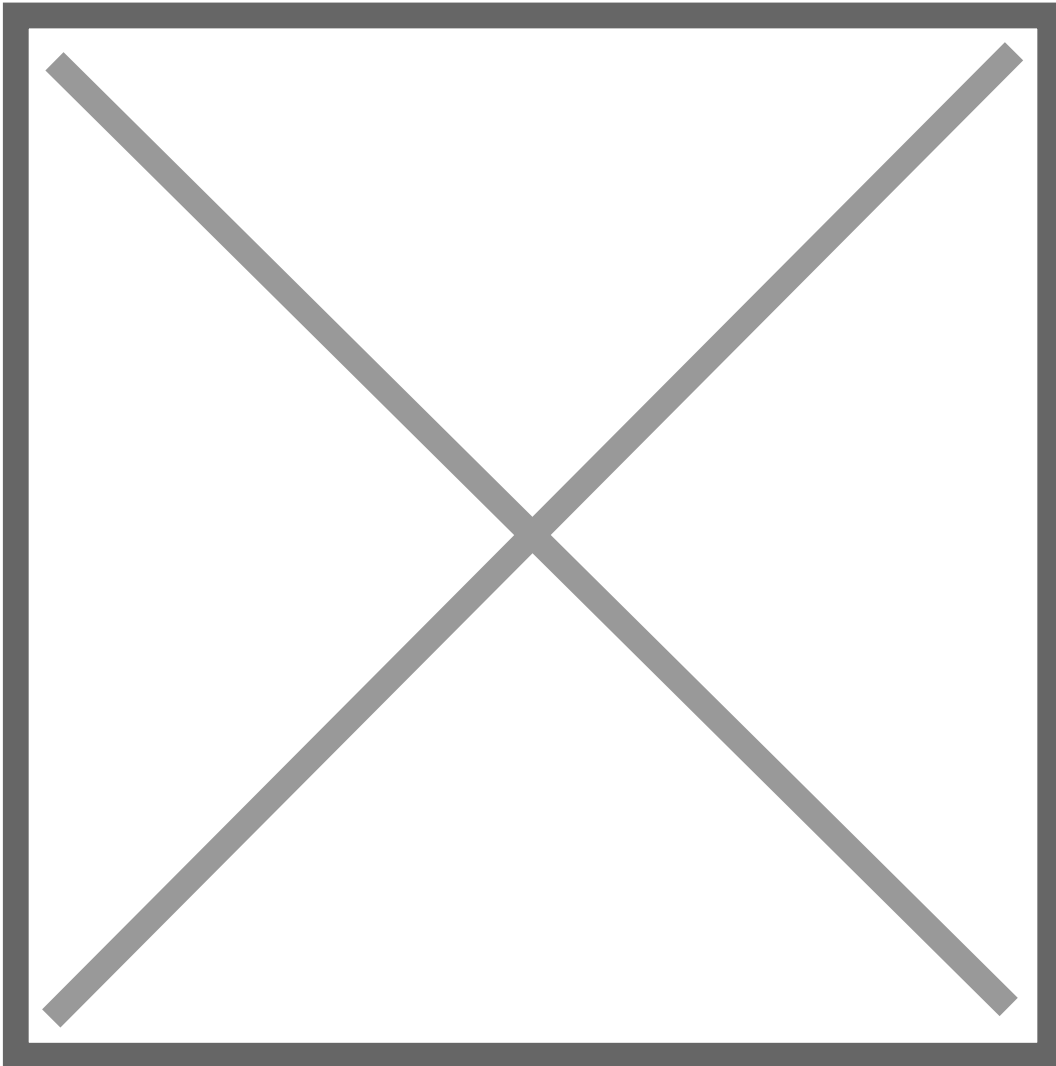
régimes autoritaires, et le développement de ces alliances dans la région et au-delà est à la fois logique et une indication d'où vient la direction de l'ordre international, tandis que les normes juridiques mises en place après la seconde Guerre Mondiale s'érigent systématiquement. L'amalgame illicite autour de l'antisémitisme est aussi avéré être un outil utile pour les gouvernements occidentaux qui cherchent à alimenter des guerres culturelles dans le contexte de leur propre politique intérieure.

Deuxièmement, les attaques d'Israël sur le militantisme des Palestiniens ne se limitent en aucune façon aux Palestiniens. Il s'agit d'attaques sur la liberté d'expression et sur l'ordre et les normes juridiques internationales. La législation anti-BDS a créé des failles qui deviennent maintenant un nouvel outil dans l'arsenal de la législation contre le contrôle des armes à feu, la législation contre les énergies vertes et la législation contre l'avortement. La réalité d'Amérique de droite est une réalité dans laquelle Israël peut prospérer et continuer de jouir de son impunité. La vente à grande échelle du logiciel Pegasus aux dirigeants autoritaires dans le monde, de l'Arabie Saoudite au Rwanda, n'est pas qu'un exercice commercial, mais un exercice géostratégique soigneusement élaboré. Il ressemble précisément aux sortes de vastes relations clandestines qu'Israël a cultivées avec l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1960 et 70 pour protéger le régime contre l'élargissement de son isolement international.

Troisièmement, le dommage collatéral issu de cet effort pour limiter la liberté d'expression, saper les mouvements de lutte pour la liberté et l'égalité et permettre aux démocraties peu libérales et aux régimes autoritaires de prospérer, ce sont en fait les communautés juives, qui finissent souvent par être les boucs émissaires à la poursuite de ces objectifs plus larges. Les déclarations d'Israël comme quoi BDS est antisémite, ou que l'ONU est une organisation diffamatoire tournent en dérision les efforts pour combattre le véritable antisémitisme et les autres formes de racisme qui marchent main dans la main avec la haine des Juifs.

### **Notre organisme, notre voix**

Alors, qu'est-ce que tout cela signifie pour les Palestiniens ? La réponse est simple : cela n'a pas d'importance. Dans cette équation, dans ces calculs, les Palestiniens ne sont rien de plus qu'une toile de fond, au mieux silencieuse, au pire une nuisance. Je me prends parfois à penser que les Palestiniens ne sont que la toile sur laquelle les psychodrames des Juifs se jouent.



Des milliers de garçons juifs agitent des drapeaux israéliens, le 17 mai 2015, pour célébrer la Journée de Jérusalem, dansant et défilant par la Porte de Damas jusqu'au Mur Occidental. (Yonatan Sindel/Flash90)

Nous Palestiniens avons été projetés dans la position où nous nous trouvons aujourd'hui par inadvertance, simplement parce que nous sommes colonisés par un État qui se définit comme juif. Soyons clairs : si les Palestiniens étaient colonisés par un État non-juif, nous serions toujours en train de résister à notre colonisation. En ce sens, c'est une continuation de l'impasse historique des Palestiniens.

Les liens entre la culpabilité occidentale à la suite de l'Holocauste et le soutien à la création d'Israël ont fait l'objet de recherches approfondies, comme ont été les racines du sionisme, qui se sont heurtées à une résistance féroce de la part des autochtones palestiniens à la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècles. Les Palestiniens sont les victimes indirectes, le dommage collatéral, de l'antisémitisme européen et chrétien. Vus comme des êtres inférieurs et des gens sans importance qui n'eurent aucun rôle dans la prise de décision des empires et des esprits coloniaux, la situation désespérée des Palestiniens face au sionisme était une non-question. Ce n'est pas la peine de répéter les tropes d'une terre sans peuple

pour un peuple sans terre.

Avancez rapidement d'un siècle et ces mêmes puissances européennes dont l'Allemagne, à cause de sa propre atroce histoire exportent, non pas leur antisémitisme cette fois, mais leur quâte d'absolution, sur le dos des Palestiniens. Et les Palestiniens n'ont toujours aucun rôle dedans ; on ne les voit pas.

Les Juifs diabolisés â ceux qui jouissent maintenant d'une totale souveraineté et d'un contrôle national sous la forme d'un État doté de l'arme nucléaire â sont devenus les enfants prodiges, les habitants d'un État qui ne peut rien faire de mal. Et la recherche de l'absolution, des États comme l'Allemagne ont une fois de plus accepté les Palestiniens comme secondaires ; leur oppression et leur colonisation est un juste prix à payer pour permettre à l'Allemagne de racheter ses crimes passés. Il faut fermer les yeux lorsqu'il s'agit de poursuivre l'apartheid et la colonisation israéliens, de peur que l'État ne soit blessé et les vieux traumatismes ravivés. Pour y arriver, il faut réduire au silence toutes les voix qui parlent de la libération des Palestiniens ou qui célèbrent la vie des Palestiniens, même si ces voix sont elles mêmes juives.

Cette réalité ne concerne pas que le discours, car l'IHRA précise que le récit palestinien est *ipso facto* antisémite. Elle est plutôt liée à la structure matérielle même de la domination et de l'apartheid juifs dans la Palestine colonisée\*, qui s'attend aux pratiques du souvenir et de la commémoration de l'Holocauste. A Jérusalem, le Musée de l'Holocauste Yad Vashem est littéralement construit sur les terrains qui surplombent les ruines du village de Deir Yassine, où un massacre sanglant a été perpétré par les forces sionistes pendant la Nakba de 1948 pour faciliter l'expulsion des Palestiniens et permettre la colonisation sioniste.

Pour les visiteurs qui ne connaissent pas la réalité, ils traverseront un musée organisé pour renseigner sur le crime horrible de l'Holocauste, jusqu'à une terrasse d'observation au bout de l'exposition permanente, qui a vue sur des champs verts, sans jamais réaliser qu'ils contemplent des sols ensanglantés. Cet effacement de la catastrophe des Palestiniens dans un espace où on commémore l'Holocauste est une grossière banalisation des leçons de ce génocide. Il reflète une collusion que les dirigeants israéliens, soutenus par l'Allemagne et d'autres puissances européennes, ont aidé à maintenir.



Des visiteurs vus au musée du Mémorial de l'Holocauste Yad Vashem, le 26 avril 2022 à Jérusalem, avant la Journée israélienne du Souvenir de l'Holocauste. (Olivier Fitoussi/Flash90)

Pour rompre avec ce cycle des Palestiniens vus comme des agents passifs, comme les bénéficiaires soit de l'antisémitisme allemand, soit de leur culpabilité, je veux terminer en déplaçant le centre de gravité loin de ce regard européen et colonial et le placer carrément sur les Palestiniens, qui ont toujours eu un rôle et notre propre voix.

Je veux saluer tous les Palestiniens en Allemagne, et nos alliés, qui sont en première ligne de cette tendance répressive en Europe. Et je veux dire que nous, en tant que Palestiniens, refusons d'être pointés du doigt pour nous défendre contre les accusations d'antisémitisme. Il n'y a aucune raison pour moi d'être ici, sur cette scène, dans cette conférence, en tant que Palestinien. Cependant en même temps, nous ne sommes pas des victimes muettes, ni de simples recipients du racisme et du néocolonialisme européens. Aussi, je veux injecter, pour plus de clarté et par souci d'une confiance morale et politique, notre propre récit directement dans cet espace.

Depuis plus d'un siècle, nous Palestiniens nous sommes battus contre le sionisme, mouvement raciste et colonial de peuplement résolu à nous éliminer. En 1948, le mouvement sioniste a déclaré la création de l'État d'Israël et s'est constitué en tant que régime d'apartheid, déterminé à maintenir une domination juive en Palestine. Depuis lors, Israël a étendu sa colonisation continue de la terre palestinienne et la déposssession incessante du peuple palestinien, double processus de remembrement des terres et de fabrication démographique. Aujourd'hui, Israël est un État d'apartheid avec un contrôle souverain et entier sur la totalité de la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée, persécutant le peuple palestinien, chez lui et en exil. Chaque Palestinien porte ces simples vérités dans son cœur et en témoigne

quotidiennement.

A ce moment crucial de l'histoire, les démocraties occidentales semblent avoir l'intention de saper leurs propres engagements hautement déclarés envers les valeurs libérales, d'employant des tactiques McCarthystes pour apaiser leur culpabilité, pour permettre à Israël de prospérer et pour promouvoir leurs propres agendas incroyablement autoritaires. Tandis qu'ils étendent leurs relations diplomatiques et militaires avec Israël, la tâche assignée aux Palestiniens est claire. Dans notre combat pour la liberté, nous sommes devenus les protecteurs du droit international, des droits de l'homme et de la responsabilité. Bien que ce soit un fardeau et un privilège que nous n'avons pas choisi, nous continuerons à lutter à la fois pour notre émancipation, pour une Palestine libre et pour un monde où chacun-e pourra jouir de la justice, de la liberté et de l'égalité.

*\*Clarification, le 22 juin 2022 : Ce point est important et mérite une clarification sur le choix des mots. L'apartheid israélien est un système de domination juive en Palestine, pas de domination israélienne. D'une part, les Palestiniens qui sont citoyens israéliens sont aussi des victimes assujetties à la citoyenneté israélienne ne protège pas l'individu contre ce système. D'autre part, l'apartheid israélien offre des privilèges aux Juifs qui ne sont pas israéliens, grâce à la Loi du Retour. Comme Batsheva Lemor a fait remarquer, « cela est un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée ». Pour éviter des malentendus innocents, nous avons ajouté une clarification pour dire que cette assertion est géographiquement limitée à la Palestine colonisée, comme le suggère le titre de l'exposé.*

*Tareq Baconi est le président du Bureau d'Al-Shabaka. Il a été chercheur politique d'Al-Shabaka aux États-Unis de 2016 à 2017. Tareq est l'ancien analyste principal pour l'Association Internationale de Crise Israël/Palestine et Économie du Conflit, située à Ramallah, et l'auteur de  *Hamas Contained : The Rise and Pacification of Palestinian Resistance [Le Hamas Matris : La Montée et la Pacification de la Résistance Palestinienne]* (Stanford University Press, 2018). Les écrits de Tareq ont été publiés dans la *London Review of Books*, la *New York Review of Books*, le *Washington Post*, entre autres, et il intervient fréquemment dans les médias régionaux et internationaux. Il est le rédacteur en chef du *Journal of Studies in Palestinian Resistance*.*

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

**date créée**  
2022/06/29